



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 29 juillet 2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 juillet 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Cristalleries de Saint-Louis

Rue Coetlosquet
57620 Saint-Louis-lès-Bitche

Références : SAINT-LOUIS-LES-BITCHE_CRISTALLERIES-DE-SAINT-LOUIS_2024-07-24_RAPVI_GSE_00244
Code AIOT : 0006201804

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 juillet 2024 dans l'établissement Cristalleries de Saint-Louis implanté rue Coetlosquet 57620 Saint-Louis-lès-Bitche. L'inspection a été annoncée le 27 juin 2024. Cette partie « contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est effectuée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Cristalleries de Saint-Louis
- Rue Coetlosquet 57620 Saint-Louis-lès-Bitche
- Code AIOT : 0006201804
- Régime : autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- IED : non IED

La Compagnie des cristalleries de Saint-Louis exploite à Saint-Louis-Lès-Bitche (57620) une cristallerie soumise à autorisation environnementale. Au titre des ICPE, elle est réglementée par l'arrêté préfectoral modifié DCAT/BEPE/N°2021-172 du 17 août 2021.

Le référentiel utilisé est l'arrêté préfectoral modifié du 17 août 2021 précité ainsi que le code de l'environnement (articles R.224-24 et suivants) et l'arrêté ministériel modifié du 12 mars 2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale.

Thèmes de l'inspection :

- air
- rejet d'eau
- consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « faits sans suite administrative » ;
- « faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	autosurveillance des rejets liquides	arrêté préfectoral du 17/08/2021, article 4.3.4, 4.3.4.5 et 9.8 (partiels)	demande d'action corrective	1 mois
6	consommation	arrêté préfectoral du	demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'eau	17/08/2021, article 4.1.1 (partiel)		

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	autosurveillance des émissions atmosphériques	arrêté préfectoral du 17/08/2021, article 9.2	sans objet
2	autosurveillance des émissions atmosphériques des chaudières	arrêté préfectoral du 17/08/2021, article 3.2.5 et code de l'environnement, articles R.224- 24 et suivants (partiels), arrêté ministériel du 2 octobre 2009, annexe points 2.1 et 2.2 (partiels)	sans objet
3	mesures en permanence	arrêté ministériel du 12/03/2003, article 72 partiel et article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 17/08/21	sans objet
4	rejets atmosphériques COV	arrêté préfectoral du 17/08/2021, article 9.9	sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection objet du présent rapport n'a pas mis en évidence de non-conformité, exceptés des anomalies ponctuelles sur les consommations journalières en eau potable et les débits en eaux industrielles journaliers rejetés, liés pour partie à une situation climatique exceptionnelle et pour partie à des défaillances matérielles pour lesquelles l'exploitant doit rendre compte via la transmission de rapports d'incidents.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 17/08/2021, article 9.2
Thème(s) : risques chroniques, rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle annuel des rejets atmosphériques est réalisé par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées. Ce contrôle porte sur l'ensemble des paramètres définis au chapitre 3.2 du présent arrêté.</p> <p>Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses, moyens dont la durée est une caractéristique de l'équipement représentative des conditions d'exploitation. (<i>tableaux relatifs aux débits, vitesses et valeurs limites des concentrations et flux non reproduits</i>).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 7 novembre 2023, le conduit 14 / polissage acide (rapport Ginger Leces, intervention du 20/09/23) présentait une concentration en fluor non-conforme [10,1 mg/Nm³ pour une valeur limite d'émission (VLE) de 8 mg/Nm³], mais un flux de fluor conforme [60 g/h pour une VLE de 82 g/h].</p> <p>L'exploitant justifiait la non-conformité en concentration par un arrêt de son système de nettoyage automatique du conduit, lié à l'arrêt du programmeur alimenté par une pile. Le problème a été résolu par le remplacement de la pile. De plus, le remplacement de la pile a été intégré à la gestion de maintenance assistée par ordinateur avec une périodicité de 10 mois.</p> <p>L'exploitant indiquait qu'une contre-mesure est d'ores et déjà programmée le 30 novembre 2023.</p>

<p>Par courriel du 2 janvier 2024, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle Ginger Leces (intervention du 30/11/23) concluant à la conformité du rejet en fluor, en concentration et en flux. L'inspection ne constate pas de non-conformité.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique que les contrôles annuels 2024 ont eu lieu du 27 au 31 mai (1^{ère} campagne de mesures. La 2^{ème} est programmée en septembre). La périodicité annuelle de contrôle des rejets atmosphériques est respectée (l'exploitant a procédé aux contrôles en 2 campagnes en 2023 - juin et septembre et en 2022 - septembre et novembre).</p> <p>Observation : L'exploitant ne dispose pas encore du rapport de contrôle de la 1^{ère} campagne 2024 mais fait part à l'inspection d'une non-conformité d'ores et déjà relevée par le bureau de contrôle sur le rejet 6a (« silos composition ») ; la concentration des métaux (cadmium+mercure+thallium) de 0,35 mg/Nm³ dépasse la VLE de 0,1mg/Nm³, ayant pour origine une concentration élevée en cadmium ; le flux relevé pour la somme des métaux (cadmium+mercure+thallium) est conforme. Pour mémoire, la concentration moyenne en cadmium du rejet en 2023 était de 0,0016 mg/Nm³. L'exploitant indique qu'il n'utilise pas de cadmium dans son process et que le laboratoire va procéder à une nouvelle analyse de l'échantillon conservé. De son côté, l'exploitant indique avoir débuté ce jour des investigations sur le filtre du poste « silos composition ». Ce point fera l'objet d'un contrôle ultérieur.</p> <p>Type de suites proposées : sans suite</p>

N° 2 : contrôle périodique des chaudières

<p>Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 17/08/2021, article 3.2.5 et code de l'environnement, articles R.224-31 et suivants (partiels), arrêté ministériel du 2 octobre 2009, annexe points 2.1 et 2.2 (partiels)</p>
<p>Thème(s) : risques chroniques, santé / environnement - nuisances atmosphériques</p>
<p>Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral du 17/08/2021 - Article 3.2.5.</u> [...] Les chaudières doivent être exploitées conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p><u>Article R.224-31 du code de l'environnement</u> L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R.224-21 fait réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique de celle-ci par un organisme accrédité dans les conditions prévues par l'article R.224-37 sauf s'il a conclu un contrat de performance énergétique dont les caractéristiques sont définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie.</p> <p><u>Article R.224-32 du code de l'environnement</u> Le contrôle périodique mentionné à l'article R.224-31 comporte : 1° Le calcul du rendement caractéristique de la chaudière et le contrôle de la conformité de ce rendement avec les dispositions du paragraphe 1er de la présente sous-section ; 2° Le contrôle de l'existence et du bon fonctionnement des appareils de mesure et de contrôle prévus par le paragraphe 1er de la présente sous-section ; 3° La vérification du bon état des installations destinées à la distribution de l'énergie thermique situées dans le local où se trouve la chaudière, 4° La vérification de la tenue du livret de chaufferie prévu par l'article R.224-29 ; 5° Pour les chaudières destinées au chauffage de locaux ou de l'eau chaude sanitaire : a) L'évaluation du dimensionnement du générateur de chaleur par rapport aux exigences en matière de chauffage du bâtiment, sauf si les systèmes de chauffage et les besoins de chauffage n'ont pas changé depuis le dernier contrôle ; b) La vérification du bon état des parties accessibles des installations destinées à la distribution et à la régulation de l'énergie thermique dans le bâtiment. [...]</p>

Article R.224-41-2 du code de l'environnement

L'exploitant fait réaliser des mesures permettant d'évaluer les concentrations de polluants atmosphériques émises dans l'atmosphère par la chaudière dans des conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie et du ministre chargé de l'environnement.

Arrêté ministériel modifié du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts

- annexe/point 2.1. mesures des émissions atmosphériques

Dans le cadre du contrôle périodique, l'organisme de contrôle doit réaliser une mesure de la teneur en oxydes d'azote (NOx) dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

[...]

Les résultats des mesures sont exprimés en mg/m³ dans les conditions normales de température et de pression, sur gaz sec. La teneur en oxygène est ramenée aux pourcentages suivants en fonction du combustible utilisé (tableau non reproduit : combustible gazeux : 3 % d'O₂).

- annexe/point 2.2. valeurs indicatives d'émissions

Les résultats des mesures réalisées conformément au point 2.1 sont comparées par l'organisme de contrôle aux valeurs indicatives en oxydes d'azote et poussières données dans le tableau ci-dessous (tableau non reproduit : combustible : gaz naturel : NOx en équivalent NO₂ : 150 mg/Nm³)

[...]

Constats :

Lors de la visite du 7 novembre 2023, pour la chaudière « Expédition / Patrimoine » mise en service en 1984, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de contrôle périodique, mais il a présenté les résultats conformes des mesures du 9 mars 2023 sur les paramètres rendement et NOx.

Post-inspection, par courriel du 21 novembre 2023, l'exploitant a transmis le bon de commande du 10 novembre 2023 pour la réalisation du contrôle périodique mentionné à l'article R.224-32 du code de l'environnement. L'exploitant indique que le contrôle par l'Apave est planifié le 4 janvier 2024.

Lors de la présente visite, l'inspection examine :

- le rapport de contrôle périodique Apave (intervention du 2 au 15 janvier 2024) mettant en évidence une non-conformité : absence d'un indicateur de température du fluide caloporteur. L'exploitant indique avoir remédié à la non-conformité.

L'inspection constate un retour à la conformité avec la mise en place d'un indicateur de température du fluide caloporteur. Le rendement de la chaudière est conforme.

- le rapport de contrôle des rejets atmosphériques Apave (intervention du 15 janvier 2024) présentant une teneur conforme de 143 mg/Nm³ en oxydes d'azote dans les gaz rejetés à l'atmosphère.

Le rapport de contrôle périodique fait par ailleurs observer un état non satisfaisant des installations :

- les consignes de sécurité et le plan de chaufferie ne sont pas présents et mis à disposition du personnel d'exploitation des chaudières ;

- le calorifugeage des conduites en chaufferie est détérioré, la rénovation de ce calorifugeage permettrait de réaliser des économies ;

- absence de vannes d'équilibrage sur le réseau hydraulique, anomalie de chauffage par zone (plaintes enregistrées).

Depuis le contrôle périodique, l'inspection constate que les consignes de sécurité et le plan de chaufferie ont été mis à la disposition du personnel d'exploitation des chaudières.

Concernant les calorifugeages détériorés et l'absence de vannes d'équilibrage sur le réseau hydraulique, l'exploitant indique avoir lancé des études pour le remplacement de la chaudière « Expédition / Patrimoine » par une installation de moindre puissance type pompe à chaleur pour une mise en service en 2026.

Type de suites proposées : sans suite

N° 3 : mesures en permanence

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 12/03/2003, article 72 partiel et article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 17/08/21

Thème(s) : risques chroniques, pollution de l'air
<p>Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral du 17/08/2021 - article 3.2.5</u> Les quantités de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes (<i>tableau non reproduit</i>) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - total oxydes de soufre : 20,269 kg/h - total oxydes d'azote : 22,320 kg/h - total cadmium, mercure, thallium : 10,1 g/h - total arsenic, cobalt, nickel, sélénium : 103,4 g/h <p>[...]</p> <p><u>Arrêté ministériel du 12/03/2003 - article 72</u> Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère autorisés pour l'ensemble de l'établissement dépassent les seuils ci-dessous, l'exploitant doit réaliser dans les conditions prévues à l'article 71 une détermination ou une mesure en permanence du débit des fumées correspondant ainsi que les mesures ci-après des paramètres permettant de mesurer le flux massique de polluant émis et d'exprimer les résultats dans les conditions de référence (sur gaz secs).</p> <p>[...]</p> <p>2° Oxydes de soufre : Si le flux horaire dépasse 20 kg/h, la mesure en permanence des émissions d'oxydes de soufre est réalisée.[...]</p> <p>3° Oxydes d'azote : Si le flux horaire dépasse 20 kg/h, la mesure en permanence des émissions d'oxydes d'azote est réalisée.</p> <p>[...]</p> <p>7° Métaux, métalloïdes et composés divers (gazeux et particulaires) :</p> <p>a) Cadmium, mercure, thallium et leurs composés : si le flux horaire de cadmium, mercure, thallium et de leurs composés particuliers et gazeux dépasse 10 g/h, une mesure journalière des émissions est réalisée sur un prélèvement représentatif effectué en continu [...]</p> <p>[...]</p> <p>Constats : Au regard des flux autorisés, les polluants oxydes de soufre, oxydes d'azote et métaux (cadmium + mercure + thallium) doivent disposer d'une détermination ou d'une mesure en permanence du débit des fumées correspondant ainsi que les mesures des polluants rejetés. Sur la base des derniers rapports de contrôle (Ginger Leces, interventions de juin et septembre 2023), l'inspection constate les quantités suivantes de polluants rejetés dans l'atmosphère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - oxydes de soufre : $1,2+11+2,5+6 = 20,7$ g/h ; - oxydes d'azote : $408+110+740 = 1258$ g/h ; - cadmium, mercure, thallium et leurs composés : $0,004+0,02+0,7+0,0032+0,004+0,0023+0,05+0,023+0,0015 = 0,808$ g/h. <p>Les flux relevés sont très inférieurs aux flux autorisés. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'en tout état de cause il doit se conformer à l'article 72 de l'arrêté ministériel du 12/03/2003. L'inspection rappelle que les valeurs limite d'émission des rejets atmosphériques en concentration sont plus contraignantes dans l'arrêté ministériel du 12 mars 2003 que dans l'arrêté préfectoral. Aussi l'inspection proposera dans un prochain rapport la révision de l'arrêté préfectoral d'autorisation de la Cristallerie de Saint-Louis. Aussi aucune suite administrative n'est proposée à ce stade.</p>
Type de suites proposées : sans suite

N° 4 : rejets atmosphériques COV

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 17/08/2021, article 9.9
Thème(s) : risques chroniques, bilan annuel
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au préfet, au plus tard le 31 mars de chaque année, sa déclaration annuelle</p>

des émissions polluantes, établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la préparation de la visite, l'inspection a examiné la déclaration sur l'application GEREP des émissions polluantes au titre de l'année 2023.</p> <p>Dans le cadre de la validation/mise en révision des déclarations d'émissions annuelles, il a été constaté que le composé organique volatil (COV) spécifique « aldéhyde formique (formaldéhyde) » émis par cet établissement possède la mention de danger « H350 », or les émissions déclarées pour la mention « H350 » dans le tableau « émissions de COV non méthaniques par mention de danger » sont inférieures aux émissions du COV spécifique déclaré, ayant cette mention de danger. L'exploitant n'a pas coché la case « utilisation de COV à mention de danger hors solvants » sous le pavé « procédés ». Par conséquent, le tableau des COV à mention de danger n'a pas été activé, ce qui explique cette différence. L'exploitant a été informé de la mise en révision de la déclaration et qu'il lui appartenait de cocher la case et déclarer ses émissions de COV à mention de danger.</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique avoir corrigé sa déclaration des émissions polluantes.</p> <p>Post-inspection, l'inspection ne constate pas de non-conformité sur la déclaration 2023 de l'exploitant et valide la déclaration.</p> <p>Type de suites proposées : sans suite</p>

N° 5 : autosurveillance des rejets liquides

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 17/08/2021, article 4.3.4, 4.3.4.5 et 9.8 (partiels)
Thème(s) : risques chroniques, santé / environnement - rejets aqueux
<p style="text-align: right;">Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 4.3.4</u> - Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'effluents issus des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacués vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.</p> <p>Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet suivants : <i>tableau non reproduit : rejet 3 (eaux de process : atelier composition, décalottage, fours taillerie, lavage, neutralisation ; eaux pluviales : parc à calcins et parc des pots usagés) : débit maximal journalier 60 m³/jour ; débit moyen mensuel 40 m³/jour [...]</i></p> <p><u>Article 4.3.4.5</u> - Eaux usées industrielles et eaux pluviales provenant du parc à calcin et du parc des pots usagés L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies (<i>tableau relatif au rejet 3 vers le Muehlgraben non reproduit</i>). [...]</p> <p><u>Article 9.8</u> - Transmission des résultats de l'autosurveillance Les résultats de l'autosurveillance des prélèvements et des émissions, sauf impossibilité technique, sont transmis par l'exploitant par le biais du site Internet appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquentes). [...]</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la préparation de la visite, l'inspection a examiné les résultats du dernier semestre (mois de janvier à mai 2024) disponibles sur le site GIDAF.</p> <p>L'inspection a constaté les non-conformités suivantes : dépassement du débit maximal journalier de rejet de 60 m³/jour les :</p>

<p>- 17 (177,68 m³/jour), 18 (107,11 m³/jour) et 22 mai 2024 (63,9 m³/jour), - 7 (61,1 m³/jour) et 8 février 2024 (65,85 m³/jour).</p> <p>L'exploitant indique les causes de dépassement suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au mois de février, les fortes pluies cumulées à des opérations de maintenance sur la cuve tampon de rejet (problème de sonde) qui n'a plus rempli son rôle de régulation du débit rejeté au jardin de traitement ; - au mois de mai, les fortes pluies et la rupture d'une digue dans la vallée de la Klabach qui a provoqué d'importantes inondations à Saint-Louis-lès-Bitche. L'état de catastrophe naturelle a été reconnu par arrêté ministériel du 5 juin 2024. <p>L'exploitant précise qu'un échange a eu lieu avec la commune et les parties prenantes en vue de définir les actions à envisager dans ce type de situation climatique exceptionnelle.</p> <p>L'article 2.5.1 de son arrêté préfectoral d'autorisation dispose que « [...] sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de [...] l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire, et pour en pallier les effets à moyen ou long terme ». À ce titre l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre ce rapport d'incident.</p> <p>Par ailleurs, lors de la visite, l'exploitant présente le rapport d'analyses trimestrielles de mars 2024. L'inspection ne relève pas de non-conformité.</p>
Type de suites proposées : avec suite
Proposition de suites : demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : consommation d'eau

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 17/08/2021, article 4.1.1 (partiel)
Thème(s) : risques chroniques, santé / environnement - eau
<p>Prescription contrôlée : <u>Article 4.1.1</u> - Origine des approvisionnements en eau Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes. <i>tableau non reproduit :</i> - <i>nappe phréatique</i> : 20 000 m³/an, 4 m³/h et 75 m³/j - <i>réseau public</i> : 9 000 m³/an, 1,5 m³/h et 34 m³/j.</p>
<p>Constats : L'inspection observe, cette année encore, que bien que l'exploitant soit autorisé à prélever annuellement 9 000 m³ d'eau dans le réseau d'adduction (eau potable) et 20 000 m³ d'eau dans le milieu naturel (nappe phréatique), sa consommation annuelle 2023 ne dépasse pas le seuil de 10 000 m³ (8 134 m³ suivant la déclaration GEREP). Lors de la visite, l'exploitant présente les relevés de consommation 2023 en eau de ville (3513,3 m³) et en eau de nappe (4621 m³).</p> <p>Toutefois, lors de la préparation de la visite, l'inspection a examiné les résultats du dernier semestre (mois de janvier à mai 2024) disponibles sur le site GIDAF. L'inspection a constaté les non-conformités suivantes : dépassement du débit maximal journalier de prélèvement de 34 m³/jour en eau de ville les : - 17 (42,135 m³/jour) et 18 mai 2024 (61,456 m³/jour), - 5 (55,236 m³/jour), 8 (35,11 m³/jour), 15 (62,868 m³/jour) et 30 avril 2024 (35,995 m³/jour).</p> <p>L'exploitant indique les causes de dépassement suivantes : - au mois d'avril, la mise en place du nouveau four à bassin a nécessité une consommation d'eau temporaire plus importante qu'à l'accoutumée en lien avec le chantier (opérations de nettoyage, rinçage et remplissage du système de refroidissement à l'eau, en circuit fermé, du calcin issu du soutirage permanent) ;</p>

- au mois de mai, le blocage en ouverture de la vanne d'appoint au système de refroidissement à l'eau précité a conduit à un dépassement de la consommation d'eau. La vanne est depuis à nouveau opérationnelle.

L'exploitant précise qu'une réflexion est menée pour la mise en place d'une alarme sur son système automatique de relevé, toutes les 10 minutes, de consommation d'eau. Le frein identifié est qu'actuellement, les données relevées ne sont disponibles que le lendemain.

L'inspection rappelle à l'exploitant les dispositions de l'article 2.5.1 de son arrêté préfectoral (voir constat précédent) et demande à l'exploitant de lui transmettre un rapport d'incident, précisant notamment les circonstances et les causes de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un incident similaire, et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Type de suites proposées : avec suite

Proposition de suites : demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois